



Impact du Covid-19 sur les économies africaines

24 avril 2020

Diffusée chaque vendredi, cette note présente les impacts économiques et sociaux attendus de la pandémie de Covid-19, ainsi que les mesures de soutien et de relance annoncées pour y faire face.

*Cette semaine, 35°Nord revient sur la première rencontre live organisée hier en partenariat avec **La Tribune Afrique**, qui a réuni quatre décideurs de renom pour évoquer « **La riposte africaine face au Covid-19** ». Le replay est disponible [ici](#).*

01. Éditorial

La pandémie de covid-19 arrive en Afrique avec un temps de retard, mais son impact économique s'est déjà fait ressentir sur tout le continent. **Situation paradoxale, le continent africain est la seule région du monde d'abord touchée par la crise économique, avant de l'être par la crise sanitaire.** Selon les projections de la Banque mondiale, la croissance économique devrait chuter de 2,4 % en 2019 pour devenir négative et comprise entre - 2,1 % et - 5,1 % en 2020. Et plus la pandémie durera, plus les effets économiques seront importants. **Alors comment répondre à cette problématique économique sans précédent ?**

C'est la question difficile à laquelle ont répondu avec succès **les 4 intervenants de ce premier live**, dont vous retrouverez les échanges dans la présente note. Après une évaluation précise de la situation, **plusieurs constats reviennent inlassablement : les pouvoirs publics ont un rôle primordial à jouer, et leur action sera décisive dans la gestion et la sortie de cette crise sanitaire et économique inédite, à commencer pour renforcer en urgence les systèmes de santé et venir en aide aux personnes les plus vulnérables alors que la crise alimentaire et le choc de pauvreté menacent.**

Mais leurs actions doivent impérativement être coordonnées avec la société civile, le secteur privé qui a déjà su prouver sa résilience, ainsi que les institutions internationales. **Face à une crise mondiale, la réponse ne peut être que globale.**

A ce titre, la réponse des grands bailleurs internationaux à **la demande des pays africains d'un moratoire sur la dette ne doit pas être perçue comme une exception faite au continent**, mais bien comme la preuve concrète que l'Afrique s'inscrit dans une approche sérieuse et de long terme de la gestion de sa dette et de son accès aux marchés financiers internationaux pour préparer l'après.

02. Déclarations d'Ibrahim Assane Mayaki, Secrétaire exécutif de l'AUDA-NEPAD

- « Il est essentiel de stopper le virus. C'est la première priorité. A ce titre, la collecte de données les plus fiables possible est primordiale. »
- « La question de fond pour les décideurs publics est : comment prendre des décisions à court terme sans savoir quelles seront les répercussions à moyen et à long terme. »
- « Il faut **adapter les mesures de confinement à nos réalités économiques** et associer les acteurs locaux aux décisions que les gouvernements doivent prendre. »
- « L'Africa CDC a joué un rôle considérable en mettant en place rapidement plus d'une quarantaine de centres nationaux avec le soutien de l'OMS. Ces centres nationaux constituent un réseau avec 2 fonctions principales : la collecte de données pour mieux stopper le virus et l'apport d'avis techniques aux acteurs publics. »
- « Il est nécessaire d'**avoir un espace fiscal plus important**. Le fait que nous soyons des pays relativement endettés, à des niveaux pas toujours raisonnables, ce fait là à des conséquences directes. Il faut négocier cette dimension avec les institutions internationales et avec la Chine, qui détient 40% de la dette africaine. Nous devons avoir de l'oxygène. »
- « Le rôle des États et des gouvernements est important mais ils ne peuvent pas régler seuls cette crise, sans y **associer le secteur privé et les communautés locales.** »
- « **La croissance en elle-même ne suffit pas, il faut qu'elle soit inclusive.** Qu'elle permette des accès basiques aux soins de santé. La définition que nous donnerons du développement sera différente après la crise. »

03. Déclarations de Vera Songwe, Secrétaire exécutive de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)

- « L'économie africaine devait croître de 3.2%, aujourd'hui dans le meilleur des cas on aura 1.8% de croissance. Mais quand le taux de **croissance est inférieur à 3%, nous créons des "pauvres"**, 48 millions de pauvres potentiellement en plus. »
- « Avant cette crise, il y avait peut-être 9 pays qui étaient vraiment en état de détresse vis-à-vis de leur dette. L'Afrique n'est pas en crise de dette, il y a 54 pays en Afrique ! »
- « **L'Afrique ne demande pas une annulation de sa dette, mais un moratoire sur le paiement du service de la dette sur deux ans.** Il faut d'abord répondre à la crise humanitaire, ce qui demande un espace fiscal. »
- « Aujourd'hui nous avons la dette multilatérale, la dette bilatérale et la dette commerciale. Sur la dette multilatérale, entre 6 et 8 milliards de dollars, ce n'est pas quelque chose d'important. Le FMI a déjà répondu auprès de 17 pays africains qui ont déjà reçu un moratoire sur leur dette. Le G20 a décidé il y a dix jours qu'on pouvait aussi avoir un moratoire sur 9 mois sur la dette bilatérale (13 à 17 milliards de dollars pour l'Afrique). Mais **la plus grande partie de la dette africaine reste la dette commerciale.** »
- « Si aujourd'hui les Africains ne peuvent pas payer le service de la dette commerciale, ils entrent automatiquement en défaut. Nous ne le souhaitons pas. **Les Africains ont aujourd'hui une gouvernance macro-économique assez saine. Nous ne demandons pas d'exception.** Les USA se sont créés de la monnaie, l'Union européenne aussi, ce qui n'est pas possible en Afrique. Les Ministres des Finances africains demandent une augmentation des liquidités : 100 milliards de dollars pour l'espace fiscal et 100 milliards avec les Droits de tirages spéciaux. Nous ne demandons pas d'exception, mais d'avoir du souffle. »

04. Déclarations d'Olakounlé Gilles Yabi, Fondateur de Wathi

- “Il est de notre responsabilité d'envisager le pire : une catastrophe sanitaire qui pourrait mener à une crise économique et sociale puis politique. En Afrique, nous devons faire la même chose au niveau des communautés économiques et régionales : penser les dynamiques dans nos propres sociétés mais aussi les bouleversements géopolitiques au niveau mondial. **Il en va du devoir des États africains de faire de la prospective.**”
- “Cette crise **révèle l'importance du rôle de l'État**, des politiques publiques en particulier dans le secteur de la santé dans lequel l'Afrique n'a pas assez investi depuis trop longtemps. Il n'est pas nécessaire de changer de modèle mais nous devons investir notamment dans la prévention et dans les ressources humaines. Revenir aux questions structurelles des systèmes de santé et éducatifs.”
- “**Les problèmes structurels étaient déjà présents avant la crise et resteront présents après celle-ci** et c'est pourquoi il est important de continuer à travailler sur ces questions. Il faut veiller aux inégalités qui seront renforcées à la sortie de la crise, ne politiser la question des inégalités, devant les questions de croissance économique. Concernant la politique, l'après covid-19 doit conduire à une redéfinition du rapport de confiance entre les gouvernants et les gouvernés.”
- “**La ZLECA offre de nouvelles opportunités pour se refocaliser sur la production africaine.** C'est un impératif pour la création d'emplois, un besoin important pour l'avenir du continent. Cela est davantage vrai aujourd'hui avec la crise liée au Covid-19 qui montre les limites des échanges internationaux et des chaînes de valeurs internationales.”

05. Déclarations de Jean-Luc Konan, Président directeur général de Cofina

- « **90% des entreprises qui opèrent en Afrique sont des PME**, constituant près de 60% des emplois : c'est l'écosystème prioritaire qu'il faut soutenir. »
- « **'Cash is king'** : il faut mettre à disposition des institutions financières des liquidités massives pour soutenir les entrepreneurs africains. »
- « Pour soutenir le secteur informel, **profitons des perturbations de la logistique internationale pour soutenir les chaînes de distribution locale et injecter des capitaux dans nos économies nationales.** »
- « Il faut des lignes de financement pour les secteurs économiques quasiment à l'arrêt (hôtellerie, restauration...) afin qu'ils puissent traverser la crise. »
- « Les institutions financières ont besoin d'un mix de différentes mesures (refinancements, garanties...) afin d'apporter des réponses adaptées selon les secteurs et permettre à l'activité économique de continuer tant que possible. »
- « Pour conclure, **les mots qui me viennent à l'esprit pour définir ce moment unique que nous vivons sont flexibilité, adaptabilité, digitalisation et solidarité.** »



35°Nord, agence de conseil en communication spécialisée sur l'Afrique, publie chaque jour un bulletin d'informations de la pandémie de Covid-19 sur son [site](#).

Retrouvez l'ensemble de ces informations sur nos boucles **WhatsApp** et **Telegram**.

Telegram : [cliquez sur ce lien](#) depuis votre smartphone et vous serez redirigés vers la chaîne Telegram de 35°Nord.

WhatsApp : ajoutez +33 7 49 26 61 35 à vos contacts; envoyez-nous un message et vous recevrez toutes les actualités envoyées via la liste de diffusion WhatsApp 35° Nord.

